

Gouvernement-MEDEF, même combat !

Ensemble pour défendre le camp des travailleurs

La CGT a depuis longtemps, dénoncé et combattu toutes les politiques antisociales mises en place depuis de nombreuses années par tous les gouvernements successifs inféodés aux idées patronales.

Ces politiques ont conduit à réduire les droits d'une grande partie de la population, à appauvrir et rendre précaires les citoyens issus du monde du travail : salariés - sans emplois - retraités.

Le gouvernement actuel se focalise sur les violences lors des manifestations des « gilets jaunes » alors qu'il est le représentant politique d'une classe sociale qui accapare de plus en plus de richesses au détriment d'une très grande majorité de citoyens. Le système libéral, défendu par ce gouvernement et le milieu patronal, est la cause de l'accroissement des inégalités et de la violence sociale dont sont victimes les travailleurs.

Alors que les actionnaires français sont les champions d'Europe en dividendes perçus, le président du Medef, exige la baisse des taxes et des « charges » sociales. Une communication qui a pour but de récupérer les mots d'ordres des « gilets jaunes » au profit de la classe sociale dominante. Mais ces rentiers sont aussi les champions d'Europe pour ne pas payer d'impôts puisque l'évasion fiscale se monte à 100 milliards d'euros par an (dernière réévaluation en 2018)

L'ISF appliqué entre 1981 et 2016, n'a pas pénalisé les grandes fortunes puisque les 1% de la population française la plus riche a vu son patrimoine multiplié par trois pendant cette période. Le chômage a lui aussi été multiplié par trois malgré les cadeaux fiscaux et allègement de cotisations sociales qui ont été consentis par les gouvernements successifs.

La répartition des richesses est bien au cœur des réponses à apporter rapidement à l'ensemble du monde du travail : **Augmentation des salaires** pour vivre dignement (augmentation du SMIC à 1800€ brut et répercussion de cette hausse sur les grilles des salaires) - **suppression des exonérations de cotisations sociales**, ce sont 30 milliards d'euros supplémentaires pour financer la Sécu, donc la gratuité des soins, un meilleur accès aux hôpitaux (suppression des dépassements d'honoraires) et des **pensions de retraites décentes** - un **départ à 60 ans à taux plein** - une **réduction du temps de travail à 32H**.

L'augmentation du niveau de vie de l'ensemble des citoyens issu des classes populaires relancera la consommation qui, combinée à la baisse du temps de travail, permettra de créer de l'emploi et des perspectives d'avenir pour les jeunes.

L'effervescence sociale qui vient de débiter doit être renforcée et amplifiée par l'élargissement du combat à l'ensemble du monde du travail.

Voilà pourquoi le Comité régional Filpac-CGT d'aquitaine appelle tous les syndicats à faire grève le vendredi 14 décembre et à se joindre à toutes les formes d'actions après cette date pour pénaliser l'économie en vue d'obtenir satisfaction sur l'ensemble de nos revendications.